

## GROUPEMENT DE COMMANDES

### ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES



Coordonnateur du groupement : ComUE Lyon Saint-Etienne  
Services des affaires juridiques et des marchés publics  
92 rue Pasteur  
CS 30122

69361 Lyon Cedex 07  
Tél: 04 37 37 26 70

#### PRESTATIONS DE TRAITEURS ET PRESTATIONS ASSOCIEES

### RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

**Date et heure limites de réception des offres :**  
**Vendredi 16 mai 2025 à 10h**

POUVOIR ADJUDICATEUR :

**COMUE LYON SAINT-ÉTIENNE (« UNIVERSITÉ DE LYON »)**

92 RUE PASTEUR  
CS 30122  
69361 LYON CEDEX 07

HORAIRES D'OUVERTURE DE L'ACCUEIL DE L'UNIVERSITE DE LYON :

DU LUNDI AU MARDI : 8H00-18H30 – DU MERCREDI AU JEUDI : 8H00-17H30 - VENDREDI : 8H00-17H00

## **SOMMAIRE**

<b>Article 1 : Objet, étendue et conditions de la consultation.....</b>	<b>3</b>
<b>1.1 - <i>Objet de la consultation</i> .....</b>	<b>3</b>
<b>1.2 - <i>Etendue de la consultation</i> .....</b>	<b>3</b>
<b>1.3 - <i>Variantes</i> .....</b>	<b>4</b>
<b>1.4 – <i>Délai de validité des offres</i>.....</b>	<b>4</b>
<b>1.5 - <i>Conditions de participation des concurrents</i>.....</b>	<b>4</b>
<b>Article 2 : Conditions du marché.....</b>	<b>4</b>
<b>2.1 - <i>Durée du marché – Délai d'exécution</i> .....</b>	<b>5</b>
<b>2.2 – <i>Décomposition du marché</i>.....</b>	<b>5</b>
<b>Article 3 : Contenu du dossier de consultation.....</b>	<b>6</b>
<b>Article 4 : Présentation des candidatures et des offres .....</b>	<b>6</b>
<b>4.1 <i>Pièces de la candidature</i> : .....</b>	<b>6</b>
<b>4.2 <i>Pièces de l'offre</i> : .....</b>	<b>9</b>
<b>4.3 <i>Remise des échantillons</i>.....</b>	<b>10</b>
<b>Article 5 : Analyse des candidatures et jugement des offres.....</b>	<b>11</b>
<b>5.1 <i>Analyse des candidatures</i> .....</b>	<b>11</b>
<b>5.2 <i>Analyse des offres</i>.....</b>	<b>11</b>
<b>Article 6 : Phase de négociation (facultative).....</b>	<b>14</b>
<b>Article 7 : Attribution du marché .....</b>	<b>14</b>
<b>Article 8 : Modalités de transmission électronique des plis .....</b>	<b>14</b>
<b>Article 9 : Renseignements complémentaires.....</b>	<b>15</b>
<b>9.1 <i>Communications avec le pouvoir adjudicateur</i>.....</b>	<b>15</b>
<b>9.2 <i>Visite des lieux</i>.....</b>	<b>16</b>
<b>9.3 <i>Déclaration sans suite</i>.....</b>	<b>16</b>

## Article 1 : Objet, étendue et conditions de la consultation

### 1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne des prestations de services traiteurs et prestations associées. L'accord-cadre est conclu dans le cadre d'un groupement de commande, coordonné par la ComUE Lyon Saint-Étienne, conformément à l'article 2113-6 du Code de la commande publique.

Le groupement est composé des établissements suivants :

- Le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) – Délégation Rhône Auvergne,
- Le Conservatoire National Supérieur de Musique et Danse de Lyon (CNSMD Lyon),
- L'Institut National des Sciences Appliquées de Lyon (INSA Lyon),
- L'Institut d'Études Politiques de Lyon (Sciences Po Lyon),
- L'Institut National de recherche en sciences et technologies du numérique (INRIA Lyon)
- L'Ecole Nationale Supérieure des Sciences de l'Information et des Bibliothèques (ESSIB),
- L'École Normale Supérieure de Lyon (ENS),
- La Communauté d'Université et d'Établissements Lyon Saint-Étienne (ComUE Lyon Saint-Étienne - Université de Lyon).

**Lieu(x) d'exécution** : région lyonnaise.

### 1.2 - Etendue de la consultation

La présente consultation est lancée selon la procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1-1° du code de la commande publique.

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre multi-attributaire exécuté en partie par la conclusion de marchés subséquents et en partie par l'émission de bons de commande, en application de l'article R2162-3 du Code de la Commande Publique.

Cet accord-cadre est passé sans minimum en quantité ou ne valeur, mais avec un maximum en valeur indiqué ci-dessous pour chaque lot, en euros HT sur toute la durée de l'accord-cadre cadre, conformément à l'article R2162-4 du code de la commande publique.

Lots	Désignation	Montant maximum	Forme
1	Petits déjeuners, pauses salées/sucrées, pauses café/boissons et goûter, région lyonnaise	1 700 700 euros HT	Accord-cadre multi-attributaire à bons de commande
2	Plateaux-repas, formules sandwiches, formules salades, région lyonnaise (lot réservé)	698 400 euros HT	Accord-cadre multi-attributaire à bons de commande
3	Cocktails et buffets, région lyonnaise	2 327 800 euros HT	Accord-cadre multi-attributaire à bons de commande et à marchés subséquents
4	Prestations traiteurs multiples pour un même évènement, région lyonnaise	1 299 100 euros HT	Accord-cadre multi-attributaire à bons de commande et à marchés subséquents

Les lots 1 et 2 seront exécutés par le biais de bons de commande.

En ce qui concerne les lots 3 et 4, l'accord-cadre présente un caractère mixte, étant exécuté pour une part par le biais de bons de commande, et pour l'autre part, par le biais de marchés subséquents.

Les modalités de mise en œuvre des commandes, que ce soit par le mode « cascade » ou par le biais de marchés subséquents, sont précisées à l'article 6 du présent CCAP.

Chaque lot sera attribué à **maximum trois opérateurs économiques**. Toutefois, l'acheteur se réserve le droit d'en attribuer un nombre inférieur en fonction des offres reçues et de leur adéquation aux besoins.

À l'issue de l'évaluation des offres, telle que décrite à l'article 5 du présent règlement de consultation, les acheteurs publics établiront un **classement des trois meilleures offres par ordre décroissant de priorité**, afin de constituer la liste des titulaires.

### 1.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée dans le cadre de la présente consultation.

### 1.4 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

### 1.5 - Conditions de participation des concurrents

En cas de candidature en groupement d'opérateurs économiques, aucune forme juridique déterminée n'est imposée au groupement par le pouvoir adjudicateur au stade du dépôt de la candidature et de l'offre, conformément aux dispositions de l'article R.2142-22 du code de la commande publique.

Toutefois, au stade de l'attribution et conformément aux dispositions de l'article R.2142-24 du code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

La personne publique souhaite ainsi se prémunir contre les risques d'une défaillance éventuelle de l'un des membres du groupement sur toute la durée du marché.

En application des dispositions de l'article R.2142-21 du code de la commande publique, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Conformément à l'article R2142-23 du code de la commande publique, les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

## **Article 2 : Conditions du marché**

### 2.1 - Durée du marché – Délai d'exécution

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de la date de sa notification, qui constitue le point de départ de son délai d'exécution.

Il peut être reconduit tacitement par périodes successives de 12 mois, dans la limite de trois reconductions ; la durée totale du marché ne pourra donc excéder quatre ans.

Le pouvoir adjudicateur, s'il souhaite ne pas reconduire le marché, en informe le titulaire par écrit au moins 2 mois avant l'échéance de chaque période annuelle.

Si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire le marché, le titulaire ne pourra pas le refuser. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Quelles que soient les raisons ayant motivé la non-reconduction, la validité du contrat court jusqu'au terme de la période en cours.

La date prévisionnelle de début d'exécution du marché est estimée autour du juillet 2025.

Les délais d'exécution sont fixés aux articles 1.5 et 6 du CCAP.

A titre indicatif, la date de début d'exécution des prestations peut varier selon les établissements. Elle est précisée ci-dessous pour ceux dont le démarrage n'intervient pas à compter de la notification du marché :

Etablissement	Date de début d'exécution des prestations
INSA Lyon	09 février 2026
INRIA	01 mars 2026 / 2027
ENSSIB	01 mars 2027

### 2.2 – Décomposition du marché

Il est prévu une décomposition en 4 lots décrits ci-dessous, chaque lot faisant l'objet d'un accord-cadre attribué à un **maximum de trois opérateurs économiques** :

Lots	Désignation
1	Petits déjeuners, pauses salées/sucrées, pauses café/boissons et goûter, région lyonnaise
2	Plateaux-repas, formules sandwiches, formules salades, région lyonnaise (lot réservé*)
3	Cocktails et buffets, région lyonnaise
4	Prestations traiteurs multiples pour un même évènement, région lyonnaise

#### **\*Lot n° 2 réservé :**

Conformément à l'article L. 2113-12 du Code de la commande publique, le lot n° 2, relatif aux **plateaux-repas**, est réservé :

- Aux **entreprises adaptées (EA)** mentionnées à l'article **L. 5213-13 du Code du travail**;
- Aux **établissements et services d'aide par le travail (ESAT)** mentionnés à l'article **L. 344-2 du Code de l'action sociale et des familles** ;
- Aux **structures équivalentes** employant une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs handicapés qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer une activité professionnelle dans des conditions normales.

De même, ce lot peut être **réservé** aux **structures d'insertion par l'activité économique (SIAE)** mentionnées à **l'article L. 5132-4 du Code du travail**, ou à des **structures équivalentes**, sous réserve qu'elles emploient une proportion minimale de travailleurs en insertion, fixée par voie réglementaire.

En application de **l'article 141 de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020** relative à l'accélération et à la simplification de l'action publique (**ASAP**), le lot n° 2 des plateaux-repas est **strictement réservé** soit à une **entreprise adaptée (EA)**, soit à une **structure d'insertion par l'activité économique (SIAE)**.

**Le candidat devra démontrer qu'il appartient à l'une des structures mentionnées ci-dessus afin de pouvoir participer au lot 2. La liste des justificatifs à fournir est précisée à l'article 4.2 du présent règlement de consultation.**

### **Article 3 : Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (R.C.) ;
- L'acte d'engagement (A.E.) pour chaque lot ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) ;
- Le Bordereau des prix unitaires (B.P.U.) pour chaque lot – fichier excel ;
- Un DC1, un DC4, un cadre de candidature, un cadre de réponse pour chaque lot, un modèle de déclaration sur l'honneur (de n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner), un modèle de délégation de pouvoir au mandataire (en cas de candidature en groupement) et un modèle d'« Attestation travailleurs étrangers ».

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

**Aucune demande d'envoi du dossier papier ou sur support physique électronique ne sera acceptée.**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats **au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres**. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### **Article 4 : Présentation des candidatures et des offres**

Les pièces de la candidature et de l'offre des concurrents doivent être entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si ces pièces sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français. Tout pli arrivé postérieurement à la date et à l'heure limites de remise des offres sera déclaré irrecevable et par conséquent éliminé de la procédure sans pouvoir être analysé.

#### **4.1 Pièces de la candidature :**

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- a. **Une déclaration de candidature** (imprimé DC1 fourni dans le DCE, ou DUME à compléter, ou équivalent),
- b. **une déclaration sur l'honneur** datée et signée attestant que le candidat n'entre dans aucun des cas

d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L2141-1 à L2141-11 du code de la commande publique (modèle de déclaration sur l'honneur fourni dans le DCE à remplir par l'entreprise, ou case à cocher dans la rubrique F1 du formulaire DC1 (qui devra dans ce cas être daté et signé par le candidat), ou équivalent à jour de la réglementation) ;

c. **une copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;**

d. **Renseignements et/ou documents permettant d'apprécier les capacités techniques :**

- déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les 3 dernières années (à indiquer dans le « cadre de candidature » fourni dans le DCE).

e. **Renseignements et/ou documents permettant d'apprécier les capacités professionnelles :**

- liste des principales prestations de service similaires exécutées au cours des 3 dernières années (références antérieures significatives), indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé ; les prestations sont prouvées par des attestations des bénéficiaires ou, à défaut, par une déclaration de l'entreprise candidate (à indiquer dans le « cadre de candidature » fourni dans le DCE).

f. **Renseignements permettant d'apprécier la capacité économique et financière :**

- déclaration concernant le chiffre d'affaires global de l'entreprise et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché portant sur les 3 derniers exercices disponibles (à indiquer dans le « cadre de candidature » fourni dans le DCE).

En cas de candidature présentée en groupement d'opérateurs économiques, les documents énumérés ci-dessus, exceptée la déclaration de candidature mentionnée au a qui est commune à l'ensemble des membres du groupement, sont à remettre **par chaque membre du groupement**.

**Le candidat doit clairement identifier, dans son dossier de candidature, les compétences de chacun des membres du groupement.**

Les entreprises de création récente peuvent justifier leurs capacités par tout autre moyen approprié.

Le candidat peut déposer sa candidature avec un DUME, y compris un DUME électronique mais il ne peut pas se limiter à indiquer qu'il dispose de l'aptitude et des capacités requises, il doit fournir tous les justificatifs exigés pour la présentation des candidatures. Le DUME doit être rédigé en français. Il peut être créé à partir de l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/accueil/operateur-economique/creer>.

Le candidat peut également utiliser l'imprimé DC2 qu'il peut télécharger à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>, en complément du DC1.

Pour justifier ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, peut demander que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature des liens existant entre ces opérateurs et lui.

Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché notamment par un engagement émanant de cet opérateur confirmant qu'il mettra ses capacités à disposition du candidat pour l'exécution du marché public.

Sauf mention contraire sur pièce identifiée, il n'est pas exigé que les pièces de la candidature soient signées.

**Pièces devant être produites au plus tard au stade de l'attribution du marché :**

Le cas échéant, les candidats en possession des pièces suivantes sont invités à les produire dès la constitution de leur dossier de candidature :

- a) une « **attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales** » (dite « **attestation de vigilance** ») datant de moins de 6 mois, fournie par l'URSSAF ou un autre

organisme de Sécurité sociale chargé du recouvrement, ou un document d'effet équivalent pour les candidats non établis en France ;

- b) une « **attestation de régularité fiscale** » délivrée par l'administration fiscale datant de moins de 3 mois, justifiant que l'entreprise est en règle au regard de ses obligations déclaratives et de paiement des impôts (IR, IS, TVA) ou un document d'effet équivalent pour les candidats non établis en France ;
- c) un extrait du registre professionnel pertinent, tel qu'un **extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 datant de moins de 3 mois**, ou document équivalent, notamment pour les candidats non établis en France ;
- d) les **attestations d'assurance de responsabilité civile pour risques professionnels** en cours de validité (avec indication de la nature, de la durée et des montants des garanties) ;
- e) un **RIB sur un document à part**, comportant l'adresse postale correspondant à celle indiquée dans l'Acte d'Engagement ;
- f) pour les cotraitants d'un groupement candidat au marché, **une attestation de délégation de pouvoir au représentant légal (ou habilité) de l'entreprise désignée comme mandataire du groupement, pour accomplir tous les actes, signer et remettre tous les documents nécessaires à la passation et l'exécution du marché, au nom et pour le compte du cotraitant concerné, dûment signée par le représentant légal (ou dûment habilité) de l'entreprise mandante** (cf. modèle de délégation de pouvoir au mandataire fourni dans le DCE, à remplir par l'entreprise);
- g) l'« **Attestation travailleurs étrangers** » fournie dans le DCE, à remplir par l'entreprise, permettant d'attester qu'elle n'emploie pas de travailleurs étrangers ou, dans le cas contraire, de fournir la liste nominative des travailleurs étrangers qu'elle emploie et qui sont soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste doit comporter, pour chacun de ces travailleurs, toutes les informations figurant à l'article D.8254-2 du code du travail (1° Sa date d'embauche ; 2° Sa nationalité ; 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail) ;
- h) le cas échéant, la ou les **déclarations de sous-traitance des sous-traitants amenés à intervenir** pour l'exécution des prestations (DC4 - fourni dans le DCE).

Toutes les pièces doivent mentionner la même adresse que celle indiquée dans l'acte d'engagement.

Si l'adresse de l'établissement réalisant la prestation diffère de celle du siège social, l'acte d'engagement doit préciser :

- L'adresse de l'établissement responsable de la réalisation de la prestation.
- L'adresse du siège social

En tout état de cause, les pièces listées ci-dessus devront être produites par le candidat pressenti attributaire du marché avant la conclusion et la notification du marché audit candidat.

Dans le cas où le candidat a présenté des sous-traitants, il remet toutes les pièces mentionnées ci-dessus pour chacun de ses sous-traitants, exceptée la pièce visée au f. En cas de groupement, le mandataire remet toutes les pièces mentionnées ci-dessus pour chaque membre du groupement, et leurs éventuels sous-traitants, exceptée la pièce visée au e, en cas de groupement solidaire (le seul RIB devant être produit étant celui du compte commun ouvert au nom du groupement).

Les documents rédigés en langue étrangère sont accompagnés d'une traduction en français.

Conformément à l'article R2144-7 du code de la commande publique, si un candidat se trouve dans un cas d'exclusion, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par le pouvoir adjudicateur, produit, à l'appui de sa candidature, de faux renseignements ou documents, ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé. Il en est de même lorsqu'il n'est pas en mesure - dans le délai prescrit - de procéder au remplacement du cotraitant ou du sous-traitant touché par une interdiction



de soumissionner conformément aux dispositions de l'article L. 2141- 13 du code de la commande publique.

Dans ce cas, lorsque la vérification des candidatures intervient après le classement des offres, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables et des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

#### 4.2 Pièces de l'offre :

**Un candidat pourra soumettre son offre pour un ou plusieurs lots. Pour chacun des lots auxquels il candidate, il doit impérativement fournir un projet d'accord-cadre comprenant :**

- **L'acte d'engagement (A.E.)** du marché, dûment complété (document à ne pas modifier, hormis les passages à compléter identifiés comme tels, sous peine d'irrecevabilité de l'offre) ;
- **Le Bordereau des prix unitaires** (B.P.U.) proposé pour les missions à prix unitaires, dûment complété, remis en format Excel et PDF (document à ne pas modifier, hormis les passages à compléter identifiés comme tels, sous peine d'irrecevabilité de l'offre) ;
- **Justificatifs concernant exclusivement les candidats participants au lot 2 :**
  1. Justificatifs requis pour les entreprises adaptées (EA) et les établissements et services d'aide par le travail (ESAT) :
    - Une copie de la décision d'agrément en tant qu'entreprise adaptée (EA) délivrée par la DREETS (*Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités*).
    - Pour les ESAT, une attestation d'inscription sur la liste officielle des ESAT publiée par l'État.
    - Attestation sur l'emploi des travailleurs handicapés : Une déclaration sur l'honneur précisant que l'entreprise respecte la proportion minimale de 55 % de travailleurs handicapés, conformément à l'article L. 5213-13 du Code du travail.
  2. Justificatifs requis pour les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE)
    - Une inscription dans le répertoire national des SIAE ou équivalent.
- **Cadre de réponse, d'environ 15 pages, qui devra répondre à l'ensemble des spécifications du marché détaillées dans le CCTP et le CCAP, et qui devra inclure les éléments suivants :**
  - Le cadre de réponse dûment complété et ses annexes éventuelles ;
  - Les modalités mises en œuvre pour répondre aux besoins de l'acheteur, notamment en matière de disponibilité, de traitement de demandes, de supervision et de contrôle de commandes.
  - L'organisation générale proposée et les moyens humains dédiés à l'exécution des prestations, incluant les processus, la chefferie de projet, la cuisine, le service, etc.
  - Les moyens techniques à disposition du soumissionnaire pour l'exécution des prestations, tels que les locaux, les équipements, les ustensiles et les modes de livraison proposés.
  - Les moyens matériels prévus pour l'exécution des prestations, incluant notamment les gobelets, les contenants de type « thermos » ou équivalent, les nappes, les plateaux, etc.
  - Les engagements en matière de responsabilité sociétale, de développement durable et/ou d'éco-responsabilité (circuits courts, réduction et gestions des déchets, produits de saison, entre autres) ;
  - Une description détaillée de l'origine des denrées et produits utilisés.

**L'offre du candidat doit être accompagnée des échantillons dans les conditions définies à l'article 4.3 du présent règlement de consultation.**

Les autres documents du dossier de consultation, qui sont à accepter sans modification, ne sont pas à rendre avec l'offre.

**Le dossier du candidat sera transmis au moyen d'un seul pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.**

#### 4.3 Remise des échantillons

Un test d'échantillons sera organisé pour chaque lot afin d'optimiser l'analyse des offres.

a. Modalités de remise des échantillons

La date de remise des échantillons n'est pas concomitante avec celle des offres.

A titre informatif, la date prévisionnelle de remise des échantillons est prévue pour le 09 juin 2025 à 10h pour lot 1 et 2, et le 10 juin à 10h pour le lot 3.

La date, l'heure et le lieu du test seront communiqués à **tous les candidats ayant déposé une offre acceptable, régulière et conforme. La date de livraison demandée sera communiquée par message via la plateforme PLACE aux candidats.**

Les échantillons arrivés hors délai seront refusés. En cas d'échantillon manquant ou arrivés hors délai, l'offre du candidat ne pourra être regardée comme complète et devra être déclarée irrégulière, conformément aux dispositions du présent Règlement de la Consultation.

Les échantillons comporteront les mentions suivantes :

**ComUE Lyon Saint-Etienne  
Pôle MARCHÉS PUBLICS  
92 RUE PASTEUR  
CS 30122  
69361 LYON CEDEX 07**

**Nom de l'entreprise candidate**  
**Procédure A2025.009 – Prestations de traiteurs et prestations associées**  
**Numéro du lot concerné**

b. Contenu des échantillons

Chaque candidat fournira pour la réalisation du test :

Lots	Echantillons attendus	Livraison attendue
1	- 1 pause sucrée	Pour 2 personnes
2	- 1 plateau repas représentatif par gamme (classique, intermédiaire et supérieure), soit un total de trois plateaux repas. <ul style="list-style-type: none"><li>• Pour la gamme classique : le plat principal sera à base de viande.</li><li>• Pour la gamme intermédiaire : le plat principal sera 100 % végétarien.</li><li>• Pour la gamme supérieure : le plat principal sera à base de poisson.</li></ul>	Pour 1 personne chaque plateau repas
3	- 1 cocktail par gamme (classique et prestige)	Pour 1 personne chaque gamme
4	Le lot 4 correspond à des prestations traiteurs multiples pour un même évènement, pouvant combiner des éléments issus des <b>lots 1 et 3</b> .	

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Si le candidat ne postule qu'au lot 4 (et pas aux lots 1 ni 3) :</b> Il devra fournir les échantillons suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Une pause sucrée (lot 1)</li> <li>○ Un cocktail par gamme (lot 3)</li> </ul> </li> <li>• <b>Si le candidat postule au lot 4 et également au lot 1 et/ou au lot 3 :</b> Les échantillons déjà remis pour les lots 1 et/ou 3 seront utilisés pour l'analyse du critère qualité du lot 4. Il n'a donc pas à les fournir de nouveau.</li> </ul>
--	--

**Tableau récapitulatif des échantillons à fournir pour le lot 4**

Situation du candidat	Échantillons à fournir pour le lot 4
Il ne postule qu'au lot 4	- 1 pause sucrée (lot 1) +1 cocktail par gamme (lot 3)
Il postule au lot 4 + lot 1 uniquement	-1 cocktail par gamme (lot 3)
Il postule au lot 4 + lot 3 uniquement	-1 pause sucrée (lot 1)
Il postule aux lots 1, 3 et 4	Aucun échantillon supplémentaire requis pour le lot 4

**Pour l'ensemble des lots :**

Des fiches descriptives, comportant des indications sur les ingrédients, marques, quantités, grammages et provenances de chacun des éléments composant les échantillons, devront accompagner lesdits échantillons.

Les échantillons seront identifiés clairement par leur désignation (nom de l'article), le numéro (ou code) de l'article, le nom du candidat et le numéro du ou des lot(s) concerné(s) ; les mêmes informations apparaîtront clairement sur les fiches descriptives décrites ci-dessus.

La fourniture des échantillons est à la charge de l'entreprise. En l'occurrence, les échantillons, ne seront pas facturés et seront livrés en quantités suffisantes pour permettre leur évaluation sur le critère de la qualité organoleptique et nutritive des produits. Ils ne seront pas restitués.

Aucune prime ou indemnité ne seront versées aux candidats pour la remise de ces échantillons.

## **Article 5 : Analyse des candidatures et jugement des offres**

### **5.1 Analyse des candidatures**

Les cas suivants conduiront à l'élimination des candidatures pour non-conformité :

- pli arrivé postérieurement à la date et à l'heure limite de remise des plis ou pli ne garantissant pas la confidentialité de la candidature ou de l'offre ;
- impossibilité d'identification de l'affaire à laquelle le pli est destiné sans prise de connaissance du contenu de la candidature et de l'offre.

**En application de l'article R2144-3 du code de la commande publique, la vérification des pièces de la candidature ne s'effectuera que pour le candidat ayant obtenu la meilleure note à l'issue de l'analyse des offres (initiales, ou finales en cas de négociation des offres décidée par le pouvoir adjudicateur – cf article 6), au regard des seuls éléments qu'il aura fournis à la demande du pouvoir adjudicateur.**

### **5.2 Analyse des offres**

Pourra être déclarée irrégulière une offre qui, tout en apportant une réponse au besoin du pouvoir adjudicateur, est incomplète ou ne respecte pas la législation applicable conformément aux articles L2152-2 R2152-1 et R2152-2 du code de la commande publique.

NOTA : en l'absence d'éléments répondant aux questions sur lesquelles l'Université de Lyon souhaite avoir des précisions pour comprendre et juger l'offre du soumissionnaire, l'offre sera déclarée irrégulière ne pouvant être analysée au regard des autres critères que le prix.

Le jugement des offres reçues sera effectué, après élimination des offres anormalement basses, inappropriées, irrégulières (et non régularisables) et inacceptables, dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique, selon les critères indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

**a. Critères de jugement pour les lots 1 à 3**

<b>Critères jugement des offres pour les lots 1 à 3</b>	<b>Pondération</b>
<b>1- Critère prix des prestations</b>	<b>40%</b>
<b>2- Critère valeur technique :</b>	<b>50%</b>
2.1 - Organisation et mise en œuvre de la prestation : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Moyens humains et matériels dédiés à la réalisation des prestations</li> <li>• Logistique : livraison, respect de la chaîne du froid, délais de livraison</li> <li>• Flexibilité et adaptation aux contraintes</li> </ul>	20%
2.2. Diversité des propositions de préparation et adaptation de l'offre <ul style="list-style-type: none"> <li>• Variété des propositions culinaires</li> <li>• Capacité à répondre à des demandes spécifiques</li> </ul>	10 %
2.3 Qualité, durabilité et engagement environnemental. <ul style="list-style-type: none"> <li>• Approvisionnement en produits de qualité et durables</li> <li>• Respect des engagements environnementaux : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduction des emballages et gestion des déchets</li> <li>- Lutte contre le gaspillage alimentaire</li> <li>- Mesures pour limiter l'empreinte carbone (transport, choix des produits, énergies utilisées)</li> </ul> </li> </ul>	20%
<b>3 - Critère qualité culinaire (appréciation par jury de dégustation des échantillons) :</b> Comprenant les caractéristiques esthétiques, la diversité des produits ainsi que la qualité organoleptique des aliments.	<b>10%</b>

**Précision concernant le critère n°1 «PRIX» noté sur 40 points :**

Pour le critère prix, la notation est établie sur la base d'une simulation de commande masquée, propre à l'acheteur, et calculée à partir du bordereau de prix proposé par l'entreprise dans son offre, et par comparaison avec l'offre la moins-disante au titre de ce montant total.

Ainsi, la notation du prix de chaque offre sera effectuée selon la formule suivante :

$$\text{Note du soumissionnaire} = \text{note maximum} * (\text{offre la plus basse} / \text{offre du soumissionnaire})$$

**Précision concernant le critère n°2 « VALEUR TECHNIQUE » noté sur 50 points :**

Pour le second critère « Valeur technique », noté sur 40 points, la note sera décomposée selon les sous-critères et la pondération indiqués dans le tableau ci-dessus, sur la base des éléments produits par le soumissionnaire dans son cadre de réponse.

**Précision concernant le critère n°3 « QUALITE CULINAIRE » noté sur 10 points :**

Pour le critère qualité, l'analyse sera effectuée suite au test des échantillons au regard des sous-critères :

- Sous-critère 1 : présentation des produits (contenants adaptés, qualité des ustensiles, présentation...)

- Sous-critère 2 : Dosage des produits (quantités et équilibres des aliments dans le produit)
- Sous-critère 3 : la qualité organoleptique des aliments (goût, odeur, aspect, couleur et consistance)

**b. Critères de jugement pour le lot 4**

<b>Critères jugement des offres pour le lot 4</b>	<b>Pondération</b>
<b>1- Critère prix des prestations</b>	<b>40%</b>
<b>2- Critère valeur technique :</b>	<b>50%</b>
2.1 - Organisation et mise en œuvre de la prestation : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Moyens humains et matériels dédiés à la réalisation des prestations</li> <li>• Logistique : livraison, respect de la chaîne du froid, délais de livraison</li> <li>• Flexibilité et adaptation aux contraintes</li> </ul>	20%
2.2. Diversité des propositions de préparation et adaptation de l'offre <ul style="list-style-type: none"> <li>• Variété des propositions culinaires</li> <li>• Capacité à répondre à des demandes spécifiques</li> </ul>	10%
2.4 Qualité, durabilité et engagement environnemental. <ul style="list-style-type: none"> <li>• Approvisionnement en produits de qualité et durables</li> <li>• Respect des engagements environnementaux : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduction des emballages et gestion des déchets</li> <li>- Lutte contre le gaspillage alimentaire</li> <li>- Mesures pour limiter l'empreinte carbone (transport, choix des produits, énergies utilisées)</li> <li>-</li> </ul> </li> </ul>	20%
<b>3 - Critère qualité :</b> Comprenant les caractéristiques esthétiques, la diversité des produits ainsi que la qualité organoleptique des aliments. Un menu doit être présenté, reprenant l'ensemble des éléments détaillés ci-dessous dans les précisions.	<b>10%</b>

**Précision concernant le critère n°1 «PRIX» noté sur 40 points :**

Pour le critère prix, la notation est établie sur la base d'une simulation de commande masquée, propre à l'acheteur, et calculée à partir du bordereau de prix proposé par l'entreprise dans son offre, et par comparaison avec l'offre la moins-disante au titre de ce montant total

Ainsi, la notation du prix de chaque offre sera effectuée selon la formule suivante :

$$\text{Note du soumissionnaire} = \text{note maximum} * (\text{offre la plus basse} / \text{offre du soumissionnaire})$$

**Précision concernant le critère n°2 « VALEUR TECHNIQUE » noté sur 50 points :**

Pour le second critère « Valeur technique », noté sur 40 points, la note sera décomposée selon les sous-critères et la pondération indiqués dans le tableau ci-dessus, sur la base des éléments produits par le soumissionnaire dans son cadre de réponse.

**Précision concernant le critère n°3 « QUALITE » noté sur 10 points :**

Pour le critère qualité, l'analyse sera effectuée au regard d'un descriptif technique des prestations et produits proposés portant sur la présentation des produits (contenants adaptés, qualité des ustensiles, présentation...) et le dosage des produits (quantités et équilibres des aliments dans le produit).

Si des échantillons ont été remis pour le lot 4, l'analyse sera effectuée suite au test des échantillons, selon les sous-critères suivants :

- Sous-critère 1 : présentation des produits (contenants adaptés, qualité des ustensiles, présentation...)
- Sous-critère 2 : Dosage des produits (quantités et équilibres des aliments dans le produit)
- Sous-critère 3 : la qualité organoleptique des aliments (goût, odeur, aspect, couleur et consistance)

## **Article 6 : Phase de négociation (facultative)**

À l'issue de l'analyse des offres initiales remises par les soumissionnaires, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de mener une phase de négociation avec les soumissionnaires ayant remis **les 3 offres initiales** les mieux classées. Si le nombre d'offres reçues est inférieur à **3**, la négociation sera menée avec tous les soumissionnaires.

Les soumissionnaires concernés recevront une invitation à négocier du pouvoir adjudicateur.

La phase de négociation, menée individuellement avec chacun des soumissionnaires sur la base de leur offre, sera opérée dans des conditions garantissant la plus stricte égalité de traitement.

Cette négociation pourra prendre la forme d'écrits adressés à chaque soumissionnaire ou d'une ou plusieurs auditions, en présentiel ou en distanciel, de chaque soumissionnaire.

Les soumissionnaires sont tenus de répondre aux demandes du pouvoir adjudicateur, dans les conditions et délais qu'il fixe.

À l'issue de la négociation, le pouvoir adjudicateur invitera les soumissionnaires à remettre une nouvelle offre (offre finale), sur la base de la ou des propositions qu'ils auront présentées au cours de la négociation ou spécifiées à sa suite. Ces offres finales seront analysées et classées selon les critères et leur pondération définis à l'avis d'appel public à la concurrence et selon la méthode exposée ci-dessus.

Conformément à l'article R2123-5 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

NOTA 1 : la décision éventuelle du pouvoir adjudicateur de ne pas mener une phase de négociation avec les soumissionnaires n'exclue pas la possibilité pour lui de demander des précisions sur les offres des soumissionnaires ou d'en solliciter la régularisation afin de pouvoir les analyser.

NOTA 2 : en l'absence d'éléments répondant aux questions sur lesquelles le pouvoir adjudicateur souhaite avoir des précisions pour comprendre et juger l'offre d'un soumissionnaire, l'offre sera déclarée irrégulière.

## **Article 7 : Attribution du marché**

Le marché sera attribué au soumissionnaire ayant remis l'offre (initiale, ou finale en cas de négociation) économiquement et techniquement la plus avantageuse au regard des critères de jugement des offres énoncés au présent règlement, et ayant produit l'ensemble des pièces demandées au titre de la présente consultation.

Au final, en cas d'égalité de note sur plusieurs offres, il sera pris en compte l'offre qui aura la meilleure note sur le critère valeur technique, puis en cas de nouvelle égalité, l'offre la moins-disante sera retenue.

## **Article 8 : Modalités de transmission électronique des plis**

**Les candidats transmettent leur pli, comprenant les pièces de la candidature et de l'offre, par voie électronique sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur (plateforme PLACE) à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>**

**Attention : quand un candidat enregistre plusieurs envois de plis sur le profil acheteur, seul le dernier pli déposé**

sur la plateforme PLACE peut être pris en considération. Ce dernier doit donc comporter l'ensemble des documents demandés au titre de la candidature et de l'offre (article 4 RC) pour que la candidature ou l'offre soit recevable.

Les plis déposés dont l'avis de réception de la plateforme PLACE serait délivré après la date et l'heure limites de réception des plis fixées par le règlement de la consultation ne seront pas pris en compte et seront déclarés irrecevables sans pouvoir être régularisés.

Conformément à l'article R2132-11 du code de la commande publique, le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, **soit sur support physique électronique ou support papier sous pli scellé, soit par voie électronique à l'adresse mail suivante : [marches.publics@universite-lyon.fr](mailto:marches.publics@universite-lyon.fr)**

Cet envoi doit comporter obligatoirement les mentions suivantes (apposées au recto de l'enveloppe scellée si envoi d'un support physique électronique ou papier, ou inscrites dans l'objet du courrier électronique si envoi dématérialisé) : les mentions « copie de sauvegarde » et « ne pas ouvrir », l'identification de la procédure concernée (intitulé et référence du marché), ainsi que le nom du candidat.

Le pli contenant la copie de sauvegarde sur support physique électronique ou papier doit être envoyé à l'adresse postale suivante :

**COMUE Lyon Saint-  
Etienne  
MARCHÉS PUBLICS  
92 RUE PASTEUR  
CS 30122  
69361 LYON CEDEX 07**

**Virus informatique :**

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat ou soumissionnaire concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

**Signature :**

Les soumissionnaires sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché.

La signature électronique des documents transmis par les candidats doit respecter les conditions fixées par [l'arrêté du 22 mars 2019](#) relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

## **Article 9 : Renseignements complémentaires**

### **9.1 Communications avec le pouvoir adjudicateur**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de l'étude du dossier de consultation, les candidats devront faire parvenir une demande écrite, **14 jours au plus tard avant la date limite de remise des offres** sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Une réponse sera alors adressée à tous les opérateurs économiques ayant téléchargé le dossier de consultation qui se sont identifiés sur le profil précité, **au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des offres**.

Pendant toute la procédure de passation, et quel que soit le mode de dépôt des candidatures, les communications du pouvoir adjudicateur aux candidats (demande de compléments de pièces de candidature, demande de production

de pièces administratives, demande de précision sur les offres, convocation aux séances de négociation...) sont uniquement envoyées par la plateforme de dématérialisation PLACE. Les communications sont envoyées à l'adresse mail fournie par le candidat sur le profil acheteur.

Les candidats répondent aux demandes du pouvoir adjudicateur par le bouton "répondre au message" de la plateforme de dématérialisation sauf pour le dépôt des candidatures, des offres initiales et finales.

Toute communication (invitation, questions, etc.) effectuée dans le cadre de la présente procédure est réputée faite à l'ensemble des membres d'un groupement candidat dès lors qu'elle est faite au mandataire.

### 9.2 Visite des lieux

Sans objet.

### 9.3 Déclaration sans suite

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de déclarer à tout moment, tout ou partie de la procédure sans suite, notamment pour motif d'intérêt général. Les candidats en seront informés. Cette décision n'ouvre droit à aucun dédommagement de la part du pouvoir adjudicateur aux candidats ayant retiré ou répondu au dossier de consultation.